



MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

COMMISSION
DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE (CFVU)
DU CONSEIL ACADÉMIQUE
DE L'UNIVERSITÉ D'AVIGNON

Séance du 20 décembre 2018

PROCÈS-VERBAL

Ordre du jour

1. Informations générales

2. Approbation du procès-verbal de la CFVU du 24 mai 2018

3. Formation

3.1 Approbation de l'ouverture aux semestres 4 et 6 de l'UEO « Correspondant Lycée-Université » au titre de l'année universitaire 2018-2019.

3.2 Première évaluation des parcours d'Accompagnement à la licence universitaire et à la réussite étudiante (ALLURE), expérimentés en licence d'Histoire et de Géographie au titre de l'année universitaire 2018-2019

3.3 Information sur la réforme de l'apprentissage et son impact sur les universités

3.4 Information sur le nouveau baccalauréat général et technologique (juin 2021)

4. Vie étudiante : approbation des propositions de la commission du Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Etudiantes du 5 décembre 2018 relatives aux aides aux associations :

5. Questions diverses

TABLEAU DES PRESENCES

		PRÉSENTS	REPRÉSENTÉS (procuration à)	ABSENTS / EXCUSÉS
Président	M. ELLERKAMP Philippe			X
Vice-président	M. POLIDORI Ange	X		
Collège A	Mme KLINGLER Dominique			X
	M. SCHMITT Philippe	X		
	Mme MACE-BARBIER Nathalie	X		
	M. BOREL Jean-Yves			X
	M. BARBOT Thierry	X		
Collège B	M. EMBLANCH Christophe	X		
	Mme GLEIZE-PERROUTY Bérengère	X		
	Mme LUNARDELLI Nathalie		Mme GLEIZE-PERROUTY	
	Mme MESGOUEZ Gaëlle	X		
	M. MONNET Fabien	X (à partir de 9h30)		
	M. ROTH Raphaël	X		
Collège C	M. LACROIX Franck			X
	Mme LEAUTIER Florence	X		
	M. MALLEM Amor			X
	Mme NEEL Hélène	X		
Collège Etudiants	M.BENABOUD Saad			X
	M. AHO Valentin			X
	Mme BARRE Carla		M. MANDON	
	Mme BRZEZINSKI Maeva		M. MANDON	
	Mme CUEILLE Laury			X
	M. DELAHAYE Gaspard			X
	M. CASSIN Mathieu			X
	M. HAAG Clément			X
	M. ALPHONSO Jules			X
	Mme INIZAN Margaux			X
	M. MANDON Geoffrey	X		
	M. VILLARET Jean-Jacques			X
Personnalités Extérieures	M. LIGNAC Guy			X
	M. ESTEBAN Emmanuel		M. POLIDORI	
	Mme FLEUROT-MARIE Raphaële		M. MESGOUEZ	
	Mme ROY Corinne		M. POLIDORI	
Invités	Mme ABONNEN (VP Vie Universitaire)			
	M. LAURANT Pascal (VP Insertion Professionnelle)	X		
	M. BERNARD Ludovic (Directeur de la MOI)	X		
	Mme FREDOUILLE Corinne (Vice-doyenne aux études UFR-ip STS)	X		
	M. HUET Stéphane (Représentant CERI)	X		

Après vérification du quorum, Ange Polidori, Vice-président de l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, ouvre la séance de la Commission de la formation et de la vie universitaire du Conseil académique. Il est 9h10.

1. Informations générales

Le Vice-président CFVU souhaite tout d'abord la bienvenue à Madame Béatrice Prioron-Pinelli qui remplace Madame Florence Léautier suite à la démission de cette dernière, et présente les informations générales concernant les points ci-après.

- L'ensemble de la saisie des informations sur Parcoursup a été réalisée et validée par le Service des Etudes et de la Scolarité (SES). Seules les capacités d'accueil restent à saisir. Elles font l'objet de discussions avec le Rectorat, ainsi que la sectorisation du département du Gard et de la Drôme avec réciprocité pour les Universités de Nîmes et de Grenoble (site de Valence).
- Les informations complémentaires relatives aux étudiants internationaux de l'UAPV dans le cadre de l'augmentation des droits d'inscription, annoncées lors de la précédente CFVU, ne pourront être communiquées qu'au mois de janvier ou février prochain, à l'issue d'un important travail du SES. Notre système d'information n'étant pas configuré pour ce type de requête, un examen individuel s'avère en effet nécessaire. Seule l'analyse des étudiants « Campus France » a ainsi pu être réalisée à ce jour, soit 164 sur un total de près de 700 étudiants internationaux.
Des conseillers font part de leurs inquiétudes et de celles des étudiants internationaux sur cette réforme, d'autant plus que les inscriptions sur Campus France sont en cours. Le Vice-président rappelle que l'établissement ne maîtrise pas la temporalité de celle-ci et que Campus France assure une communication sur ces augmentations auprès des étudiants. En outre, les étudiants internationaux susceptibles de devoir acquitter des droits différenciés ne s'inscrivent pas tous via Campus France.
- Le Doyen de l'UFR-ip SHS demande le report à la CFVU du 31 janvier 2019 de la présentation de l'évaluation du dispositif ALLURE afin de disposer des premières évaluations du jury de fin de semestre et permettre ainsi une vue d'ensemble du dispositif.
- Une enquête va être réalisée par le SES auprès des responsables de mention au sujet de l'évolution des créneaux horaires de l'Université afin de disposer de leur avis, au-delà des aspects quantitatifs de ce changement en termes d'impact sur la réussite étudiante et l'utilisation des salles. Ce point sera également abordé lors de la prochaine CFVU.
- Le nouveau cahier des charges national pour l'obtention ou le renouvellement du label Campus des métiers et des qualifications (CMQ) introduit une catégorie « Campus Excellence » pour laquelle les partenariats internationaux et les ressources mobilisables en termes de recherche figurent parmi les critères de labellisation.
Le Vice-président délégué à l'insertion professionnelle précise qu'un appel à projets « Campus des métiers et des qualifications » dans la thématique « Territoires d'innovation pédagogique » (TIP) du Programme Investissement d'Avenir (PIA), doté de 50 millions d'euros, vient d'être lancé. Il devrait permettre de soutenir une vingtaine de projets. L'objectif est de constituer des pôles d'excellence en donnant aux CMQ les plus innovants, les moyens de conforter leur rôle d'accélérateur des initiatives engagées pour répondre aux besoins de compétences des territoires et des entreprises, en articulant étroitement formation initiale et continue, emploi, innovation et recherche.
Cela pourrait être l'opportunité de présenter un projet structurant.
- Le projet présenté dans le cadre de l'appel à projets « Dispositifs territoriaux pour l'orientation vers les études supérieures », également dans la thématique TIP du PIA, et dont Aix-Marseille Université est le porteur principal, ne pourra être présenté en CFVU qu'après son dépôt en raison de son caractère confidentiel.

- Concernant le NCU CAPACITÉ, les discussions ont pris fin avec l'ANR. Ces discussions se sont avérées complexes car le projet a été construit sans avoir connaissance du règlement financier. Certains postes ne pourront pas être rémunérés via cet appel à projets. Pour autant, le financement est toujours équivalent à 7 900 000 € pour les dix prochaines années.
- Le CA, dans sa séance du 18 décembre 2018, a voté le budget 2019 et approuvé les capacités d'accueil proposées par la CFVU. Le vote du budget s'est fait sous tension car, il y a une semaine, les Présidents d'université ont reçu une note indiquant que le montant du « Glissement Vieillesse Technicité » (GVT) qui avait été alloué en 2018 n'avait pas été soclé, ce qui représente une somme de 160 000 € pour l'établissement. Sous la pression de la CPU, celui-ci a finalement été soclé par le Ministère. La campagne d'emplois est donc maintenue.

2. Approbation du procès-verbal de la CFVU du 24 mai 2018

Le VP CFVU rappelle qu'il a été convenu que les PV seraient dorénavant plus courts.

La représentante de l'UFR ALL indique qu'en page 7, sur la fermeture de certains parcours de master, le parcours « Littérature, arts et cultures » doit être spécifié comme faisant partie de la spécialité LTAC du master mention « Lettres et langues ».

Sous réserve de cette modification, le procès-verbal de la séance du 24 mai 2018 est ensuite soumis au vote :

- **Vote de la CFVU : favorable à l'unanimité.**

3. Formation

3.1 Approbation de l'ouverture aux semestres 4 et 6 de l'UEO « Correspondant Lycée-Université » au titre de l'année universitaire 2018-2019

Le Vice-président CFVU signale une correction ; l'UEO « Correspondant Lycée-Université » doit être renommée « Etudiants-Ambassadeurs ».

Le Directeur de la MOI ajoute qu'il convient, d'une part, de mentionner dans la fiche descriptive de cette UEO (Cf. annexe 1) que les étudiants-ambassadeurs devront également répondre aux questions concernant les formations figurant sur Parcoursup. Un dispositif national et expérimental de correspondance avec des étudiants-ambassadeurs via la plateforme Parcoursup sera en effet mis en place afin de renseigner les lycéens sur les formations et sur la vie universitaire.

L'importance de former ces étudiants-ambassadeurs qui représenteront l'établissement est soulignée.

D'autre part, il propose de préciser que les étudiants-ambassadeurs pourront être amenés à participer aux « Journées du Futur Bachelier ».

Des discussions s'engagent concernant la communication spécifique aux Coursus Master Ingénierie (CMI) ainsi que leur positionnement et leur attractivité au regard notamment des classes prépas et des formations des IUT. Les problématiques liées à la structuration des CMI sont également évoquées.

Le Vice-président CFVU note l'importance de la cartographie du devenir des étudiants qui sera mise en place dans la cadre de CAPACITÉ. Par ailleurs, il se tient à disposition afin d'échanger sur les difficultés mises en exergue dans le rapport d'évaluation du réseau FIGURE afin que des solutions puissent être apportées.

Au terme des échanges, il est proposé d'approuver l'ouverture de l'UEO « Etudiants-Ambassadeurs » aux semestres 4 et 6 pour l'année universitaire en cours :

➤ **Vote de la CFVU : favorable à l'unanimité.**

3.2 Première évaluation des parcours d'Accompagnement à la licence universitaire et à la réussite étudiante (ALLURE), expérimentés en licence d'Histoire et de Géographie au titre de l'année universitaire 2018-2019

Ce point est reporté à la CFVU du 31 janvier 2019 (cf. point 1. Informations générales).

3.3 Information sur la réforme de l'apprentissage et son impact sur les universités

Le Vice-président CFVU invite le Directeur du Service de Formation Tout au long de la Vie (SFTLV) à présenter cette vaste réforme, en particulier l'impact de celle-ci sur les formations.

Le Directeur du SFTLV précise en premier lieu que plus de 70 décrets sont attendus pour permettre l'entrée en application des dispositions de la loi relative à la liberté de choisir son avenir professionnel à compter du 1^{er} janvier 2019, à laquelle la réforme de la formation professionnelle et de l'apprentissage est intégrée.

Il présente ensuite le diaporama joint en annexe 2 qui explicite les principaux changements à venir, et souligne notamment les points suivants :

- Les différents organismes sont fusionnés dans une seule et même instance nommée « France Compétences », instance nationale publique dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, qui aura pour missions d'être le financeur territorial des « Conseil en Évolution Professionnelle » (CEP), un pôle d'expertise politique de développement des compétences, une autorité de régulation de la qualité et de contribuer au débat public.

- L'un des enjeux pour l'établissement est d'augmenter le nombre de formations proposées en alternance, en particulier sur ses axes identitaires, grâce notamment à une ingénierie pédagogique qui permette des enseignements à distance.

- Notre offre de formation est ainsi à adapter pour être attractive sur un marché (individuel/entreprises) très ouvert où les exigences seront croissantes : démarche qualité certifiée, ouverture en alternance pour permettre des contrats de professionnalisation, ouverture en apprentissage (CFA EPURE), organisation en blocs de compétences pour faciliter les « parcours de formation », tarifications et volumes horaires ajustés au nouveau Compte Personnel de Formation (CPF), formation certifiée inscrite au Registre National des Compétences Professionnelles (RNCP).

- Les atouts des établissements d'Enseignement Supérieur et de Recherche (ESR) sont à valoriser et une évolution dans leur positionnement doit être envisagée afin de s'adapter au mieux à ces changements. Un positionnement différencié de l'offre ESR en matière de formation professionnelle est ainsi proposé au regard des différents publics visés.

Le VP CFVU remercie le directeur de la FTLV de cette présentation exhaustive qui permet de prendre conscience de la complexité de cette réforme et de ses enjeux pour l'établissement, notamment au regard de sa mission de formation de tous les publics.

Un élu s'interroge sur le nombre d'étudiants concernés par la formation professionnelle. Le Directeur du SFTLV indique qu'il y a actuellement près de 850 apprenants au SFTLV sans compter les étudiants en licence professionnelle. Les pratiques évoluant, cette réforme pourrait conduire à une hausse significative du nombre de personnes en voie de réorientation ou de reprise de formation dans le cadre de la formation tout au long de la vie.

3.4 Information sur le nouveau baccalauréat général et technologique (juin 2021)

Le Vice-président CFVU présente les grandes lignes de la réforme du baccalauréat général et technologique qui sera mise en place dès la rentrée prochaine en classe de première (Cf. annexe 3). Les premiers diplômés de ce nouveau baccalauréat le seront en juin 2021.

- Les séries du baccalauréat disparaissent pour la voie générale. Les élèves choisiront des enseignements de spécialité ; 3 en classe de première et 2 en classe de terminale. Cela aura une influence sur la nature des publics accueillis à l'université qui auront potentiellement des profils beaucoup plus hétérogènes que par le passé.

- Le contrôle continu est introduit à hauteur de 40% de la note finale (dont 10% issus des notes de première et terminale et 30% sur les épreuves communes correspondant aux disciplines non évaluées lors des épreuves finales).

- L'épreuve anticipée de français est conservée et une nouvelle épreuve appelée « grand oral » est mise place en terminale et sera fonction des spécialités choisies.

- Le système actuel de compensation et de mentions est maintenu, tout comme l'oral de rattrapage en tant que seconde chance.

- Les enseignements communs et de spécialités (dynamique de matières majeures/mineures) sont détaillés, auxquels peuvent s'ajouter des enseignements optionnels. Il est regretté que les mathématiques disparaissent des enseignements communs.

- Les séries sont maintenues pour la voie technologique.

La problématique liée au choix des spécialités, lesquelles participent à l'obtention des prérequis nécessaires à l'entrée en premier cycle est ensuite abordée. Il n'y a pour l'instant pas de correspondance nationale entre prérequis et spécialités. Une correspondance a toutefois été établie pour les formations de l'UAPV à destination des professeurs principaux des lycées de l'académie afin qu'ils puissent en informer les élèves (Cf. annexe 4). Une révision des attendus pour les formations de licence et DUT figurant sur Parcoursup pourrait s'avérer nécessaire.

4. Vie étudiante : approbation des propositions de la commission du Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Etudiantes du 5 décembre 2018 relatives aux aides aux associations

La Vice-Présidente déléguée à la Vie Universitaire (VP VU) précise qu'il n'y a pas eu de présentation de dossiers d'aide individuelle ce mois-ci suite au remplacement de l'assistante sociale du CROUS.

A l'issue de la présentation de la proposition de la commission FSDIE en faveur du financement de trois projets associatifs à hauteur de 5 556, 45 €, celle-ci est soumise à l'approbation de la CFVU :

➤ **Vote de la CFVU : favorable à l'unanimité.**

5. Questions diverses

Le Vice-président CFVU indique avoir été interpellé par la Vice-Doyenne aux études de l'UFR-ip STS concernant les changements apportés dans la prise en charge des heures de suivi de stage dans les formations.

Elle explique que ces heures de suivi de stage ne rentrent plus dans les maquettes d'enseignement mais dans le cadre des Primes de Responsabilité Pédagogique (PRP), à hauteur de 12 heures pour un suivi de 24 étudiants de licence et d'1 heure 30 pour le suivi d'un étudiant de master. Cependant, la PRP impose une fourchette entre 12 et 96 heures. Par conséquent, une personne bénéficiant déjà de 96 heures de PRP ne pourra pas suivre de stages ou devra le faire bénévolement.

Le Directeur du CERI ayant fait part de cette problématique à la Vice-Doyenne aux études de l'UFR-ip STS précise que beaucoup de confrères refusent ainsi de prendre en charge des stages. D'une part, le nombre d'étudiants à suivre est très élevé (80 en L3 et 30 en M2 pour le CERI). D'autre part, ils considèrent que le suivi des étudiants en stage devrait faire partie de la pédagogie et non pas être assimilé à une responsabilité pédagogique.

Le VP CFVU indique que cette PRP pour le suivi de stage est sécable et qu'elle peut être cumulée avec une autre PRP. Des discussions doivent être engagées avec le DRH. Il rappelle également qu'il est important que l'ensemble des enseignants s'implique dans le suivi des stages.

Il ressort des échanges qu'une réflexion plus large portant sur une répartition équitable des charges administratives sur l'ensemble des enseignants-chercheurs demeure nécessaire. La réforme attendue concernant la reconnaissance de l'engagement pédagogique des personnels pourraient aider à faire évoluer les pratiques.

La Vice-Doyenne aux études de l'UFR-ip STS suggère enfin une modification du référentiel des PRP dans la mesure où celui-ci fait mention du « tuteur de stage » alors que ce rôle n'est pas assuré par l'enseignant en charge du suivi du stage mais par l'entreprise qui accueille le stagiaire.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 12h32.

Le Vice-président de la CFVU,

Ange POLIDORI

Le Président de l'Université
d'Avignon et des Pays de Vaucluse,

Philippe ELLERKAMP

